



initial

Histoire des XX^e-XXI^e siècles

2000
À NOS
JOURS

TOME 4

Le temps de la mondialisation

**Serge Berstein
Pierre Milza**



Histoire des XX^e-XXI^e siècles



TOME 4

*Le temps
de la mondialisation*

initial

Sous la direction de
Serge Berstein
Pierre Milza

Serge Berstein
Gisèle Berstein
Yves Gauthier
Jean Guiffan
Pierre Milza



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 Un capitalisme mondialisé	6
Une économie mondiale en mutation (2000-2008)	8
La faillite financière de 2008	17
Une économie convalescente (2010-2019)	27
Des atouts mal utilisés	29
Le coup d'arrêt de la crise sanitaire (2020-2021)	34
Menaces sur la relance économique	37
CHAPITRE 2 Vers un monde multipolaire	40
L'hyperpuissance contre « l'empire du mal »	42
La remise en cause du « nouvel ordre mondial »	50
Un retour au multilatéralisme dans un monde multipolaire	61
CHAPITRE 3 La crise sanitaire mondiale des années 2020	66
Naissance d'une pandémie	68
Vaincre le virus	72
Les conséquences de la pandémie sur les sociétés humaines	77
CHAPITRE 4 Les États-Unis de George W. Bush :	
l'Amérique sur la défensive (2001-2008)	86
L'élection présidentielle de novembre 2000	88
Le choc du 11 septembre	89
Un 11 septembre financier ? Faillites et scandales dans les grandes entreprises	94
La consolidation du pouvoir de George W. Bush	96
Le second mandat de George W. Bush	99
CHAPITRE 5 De Barack Obama à Donald Trump puis Joe Biden :	
quelle Amérique ?	108
Un scrutin historique : l'élection de Barack Obama (2008)	110
Refaire l'Amérique ? Le temps des réformes (2008-2010)	112
La réforme entravée (2010-2016)	121
Un saut dans l'inconnu : Donald Trump, président des États-Unis (2017-2020)	135
Joe Biden, un président classique pour une Amérique en mutation (depuis 2021)	145

CHAPITRE 6 La Russie de Vladimir Poutine (depuis 2000)	152
Vladimir Poutine et le retour d'un pouvoir fort en Russie	154
Le système Poutine	157
Le tournant de 2008-2011	168
Vers une présidence à vie pour un président conquérant	176
CHAPITRE 7 La V^e République dans l'impasse (2002-2017)	180
De profondes mutations du système politique français	182
Le second mandat de Jacques Chirac (2002-2007)	186
L'expérience Sarkozy (2007-2012)	193
François Hollande : un président normal face à la crise (2012-2017)	210
CHAPITRE 8 Une tentative de refondation	
de la V^e République (depuis 2017)	228
Un bouleversement des structures partisans	230
Transformer la France	233
Le temps des épreuves (2018-2022)	242
Un monde politique en mutation	250
CHAPITRE 9 L'Union européenne en voie de refondation ?	256
Le Royaume-Uni, du New Labour au Brexit	258
L'Allemagne, de Gerhard Schröder à Olaf Scholz en passant par Angela Merkel	265
L'Europe méridionale	272
L'Union européenne, de Maastricht à l'après-Brexit (1992-2022)	279
CHAPITRE 10 La Chine, superpuissance du XXI^e siècle ?	288
La Chine, nouvelle superpuissance économique	290
Mutations sociales et immobilisme politique	294
Une politique extérieure plus active	297
CHAPITRE 11 Un Japon en proie au doute (2003-2022)	300
Un « modèle économique » en crise	302
Un immobilisme récurrent	304

CHAPITRE 12 Du tiers-monde aux puissances émergentes	
dans l'économie mondialisée	310
Un tiers-monde à redéfinir	312
Croissance économique et développement inégal (2003-2008)	317
Pays pauvres et puissances émergentes	
face à la crise mondiale (2008-2019)	325
La pandémie, coup d'arrêt au recul de la pauvreté	
dans le monde (2020-2022)	336
CHAPITRE 13 Des sociétés européennes en voie de recomposition	340
Populations et migrations dans l'espace européen	342
Urbanisation et nouvelles mobilités	351
Les transformations de la société européenne	358
CHAPITRE 14 Pratiques sociales, idéologies et croyances	
au début du xxi^e siècle	366
Apogée et crise de la société de consommation	368
Recul des idéologies, retour du religieux	373
Des sociétés informatisées	387
INDEX DES NOMS PROPRES	393

Un capitalisme mondialisé

Au passage d'un siècle à l'autre, l'économie mondiale se transforme sous l'effet de trois mutations déjà à l'œuvre depuis plusieurs décennies : la révolution technique du langage numérique, l'adoption d'un néolibéralisme qui abolit les frontières au profit d'une mondialisation de l'économie, et l'affirmation d'un capitalisme financier puissant de plus en plus autonome par rapport aux autres secteurs de l'économie. Au début du xxi^{e} siècle, quelques années d'euphorie précèdent la grande crise financière, économique, sociale qui ébranle le monde à partir de l'été 2008. Après 2010, le capitalisme entre dans une phase de convalescence marquée par une croissance molle qui nourrit beaucoup d'incertitudes sur l'avenir de l'économie mondiale. Après 2019, le redressement économique qui s'amorce se trouve remis en cause par la crise sanitaire, le retour de l'inflation et la guerre en Ukraine.



Une économie mondiale en mutation

(2000-2008)

► La révolution du numérique

En gestation depuis les années 1960, cette révolution technique, qui repose sur la diffusion du langage binaire numérique dans tous les secteurs de l'économie et de la vie sociale, devient au début du xxi^{e} siècle le cœur d'une nouvelle révolution économique.

L'informatique est en effet une industrie à part entière qui requiert un haut niveau de recherche technologique. Elle comprend un secteur lourd voué à la fabrication des puissantes machines qui réalisent la photogravure des circuits imprimés exigeant des objectifs de plusieurs millions de dollars, une consommation énergétique apportée par des câbles comparables à ceux des industries métallurgiques de base et un investissement financier de l'ordre de 2 milliards de dollars pour créer de telles usines. Autre tâche considérable : la rédaction des logiciels qui définissent les programmes à partir de millions de lignes écrites en langage numérique sans que soit tolérée la moindre erreur. En aval, la fabrication des ordinateurs personnels (PC) et des multiples terminaux qui s'y rattachent représente une partie moins vorace en capitaux mais très exigeante en matière grise. Elle assure la fortune de firmes comme Apple ou Samsung qui y sont passés maîtres et se livrent, dans le sillage de la toujours puissante société IBM, une concurrence acharnée pour la domination des marchés de l'information.

En se diffusant dans l'ensemble du tissu économique, la révolution numérique a transformé le fonctionnement des entreprises de toutes sortes au niveau de la production comme de la gestion, y compris les exploitations agricoles dont les machines et les installations sont truffées de puces numériques. L'introduction de la robotique, qui consiste à faire exécuter tous types d'actions par une machine commandée par un ordinateur programmé à cet effet, a révolutionné les modes de production. Les robots peuvent effectuer des tâches de plus en plus délicates : en 2001, pour la première fois, une opération de téléchirurgie est effectuée avec succès par une équipe chirurgicale située à New York sur une patiente se trouvant à Strasbourg. La gestion des entreprises s'est complètement informatisée. Le commerce effectué par Internet prend une ampleur considérable et est à l'origine de la création de firmes comme Amazon, l'une des plus puissantes entreprises mondiales.

La société du xxi^{e} siècle est devenue une « société d'information » dans laquelle les individus sont reliés par de multiples terminaux parmi lesquels le téléphone portable, devenu smartphone, joue un rôle essentiel, donnant accès aux réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter, sortes de nouvelles agoras immatérielles où s'effectuent rencontres et échanges de toutes sortes.

► Le néolibéralisme

Redéfini à la fin des années 1970, le libéralisme économique s'est manifesté sur le plan international par l'ouverture des frontières aux échanges de toutes natures.

Si la libre circulation des individus reste entravée par des législations qui visent à réduire les flux migratoires en direction des pays industriels développés, les biens, les services et les capitaux bénéficient d'une réglementation beaucoup plus libérale. Poursuivant l'œuvre de désarmement douanier menée par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) jusqu'aux accords de Marrakech en 1994, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait, selon ses fondateurs, permettre d'atteindre des objectifs ambitieux tels que l'élévation générale du niveau de vie, le plein-emploi, la croissance de la production, la préservation de l'environnement, l'intégration des pays en

DOCUMENT SOURCE

Les dix principes du consensus de Washington

1. La discipline budgétaire.
2. La réorientation de la dépense publique.
3. La réforme fiscale.
4. La libéralisation financière.
5. L'adoption d'un taux de change unique et compétitif.
6. La libéralisation des échanges.
7. L'élimination des barrières à l'investissement direct étranger.
8. La privatisation des entreprises publiques.
9. La réforme de la réglementation des marchés pour assurer l'élimination des principales barrières à l'entrée et à la sortie.
10. La garantie des droits de propriété (y compris la propriété intellectuelle et celle des brevets).

D'après John Williamson, 1989.

développement dans le commerce mondial. En 2001, la conférence de l'OMC qui s'est tenue à Doha au Qatar a réuni 145 pays qui se sont mis d'accord pour engager des discussions sur le programme ambitieux d'un nouvel abaissement des tarifs douaniers (réduits à 4 % en moyenne), de la suppression des subventions aux exportations agricoles et de la libéralisation des échanges de services.

Depuis un quart de siècle, le commerce mondial a connu une croissance double de celle de la production, sa valeur globale étant passée de 5 195 milliards de dollars en 1997 à près de 15 000 milliards de dollars en 2008, soit alors environ 20 % du PIB mondial.

► **Un capitalisme financier mondialisé**

Ce libéralisme assumé favorise l'affirmation d'un capitalisme dominé par de grands groupes financiers (banques, sociétés d'investissement, fonds de pension gérant les cotisations de retraite) qui exercent leur activité au niveau planétaire à la recherche de la rémunération maximale du capital.

En conséquence, les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) qui se montaient à 50 milliards de dollars en 1985 ont approché en l'an 2000 le pic de 1 500 milliards de dollars au terme d'un puissant mouvement d'internationalisation des capitaux ; quant aux stocks d'IDE dans le monde, ils représentent eux aussi environ 20 % du PIB planétaire en 2000. L'internationalisation des investissements constitue un élément majeur du capitalisme contemporain, au cœur du phénomène de mondialisation de l'économie, car la mobilité des capitaux est plus dynamique que celle des produits et des personnes.

Les IDE, dont le stock a triplé entre 2003 et 2008, proviennent encore pour 80 % des pays développés. On remarque aussi que le mouvement des capitaux internationaux traduit, comme celui du commerce, les évolutions conjoncturelles entre 1995 et 2008.

► **La puissance des firmes globales**

Servie par la révolution informatique, cette ouverture des frontières a rendu l'espace économique mondial de plus en plus intégré. Les bourses du monde entier sont interconnectées en permanence. Une multitude de relations complexes, commerciales, financières mais aussi humaines et culturelles rendent les grandes régions du monde de plus en plus interdépendantes les unes des autres, en période de croissance comme lors des récessions économiques.

En supprimant les entraves aux flux internationaux de capitaux et de produits, la mondialisation a conduit les firmes multinationales (FMN) à élargir leur organisation en réseau. En complément de leurs filiales étroitement

contrôlées par la maison mère (le siège social), elles élaborent désormais des réseaux dans lesquels elles font entrer des sous-traitants qui demeurent juridiquement indépendants tout en étant intégrés dans des filières techniques de production et de distribution, dites « globalisées » parce qu'elles s'organisent de plus en plus à l'échelle de la planète. Ces firmes puissantes vont chercher des marchés lucratifs à dimension mondiale en déléguant souvent les tâches de production mais en se réservant celles, plus lucratives, de conception et de commercialisation.

Les firmes transnationales se sont donc « globalisées » en définissant leur stratégie comme si la planète représentait un seul espace économique. Elles assurent ainsi une part importante du commerce mondial de marchandises entre leurs propres filiales et interviennent puissamment dans l'investissement international. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) recense environ 60 000 FMN au début du ^{xxi}^e siècle (contre 11 000 à la fin des années 1970 et 37 500 au début des années 1990), qui contrôlent 500 000 filiales, assurant le quart de la production mondiale et le tiers du commerce international. Si les plus anciennes et souvent les plus puissantes restent originaires des États-Unis, d'autres se sont imposées en Europe de l'Ouest et au Japon à partir des années 1980, suivies dans les années 1990 par des entreprises issues des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine (Inde, Corée du Sud, Brésil, puis Chine).

mise au

POINT Des firmes en réseau : Nike et Mattel

La firme américaine Nike fournit un exemple de firme en réseau. Nike se réserve le dessin des modèles de chaussures de sport à son siège de Seattle, en assure la promotion puis les fait fabriquer par quelque 350 sous-traitants regroupant 55 000 salariés disséminés dans 55 pays, essentiellement en Asie (Chine, Malaisie, Vietnam...) et en Amérique latine ; Nike s'assure le contrôle de l'ensemble du processus de fabrication et de commercialisation par trois centres continentaux de coordination situés au Canada, aux Pays-Bas et à Hong Kong. Dans cette nouvelle organisation industrielle, le salaire versé à l'ouvrier (ou l'ouvrière) qui fabrique la chaussure ne représente pas 5 % du prix de vente au consommateur.

Autre exemple, la célèbre poupée Barbie (lancée en 1959 par la société américaine Mattel) qui obtient sa matière première (plastique, cheveux) à Taiwan et au Japon avant d'être assemblée aux Philippines, en Indonésie et en Chine, puis de recevoir sa touche finale aux États-Unis où ont aussi été conçus les moules qui définissent le style susceptible d'entretenir les ventes sur le marché mondial (exemples donnés par Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Le Seuil, 2006).

► Vers une croissance durable ?

Forte vague d'innovations et puissance d'un capitalisme sans entrave sont des facteurs de croissance reconnus depuis longtemps. Ces données laissaient à bon droit prévoir une accélération de la croissance et, pour les plus optimistes, l'avènement d'une prospérité universelle. Le libre-échange devrait favoriser l'augmentation des échanges commerciaux stimulant la production de toutes sortes de biens. Le libéralisme financier devrait, en assurant une grande mobilité du capital, faciliter l'investissement, autre moteur classique de la croissance.

C'était ne pas prendre en compte :

- la résistance à la modernisation des structures anciennes jouant comme un frein au progrès pour assurer leur survie malgré leur déclassement ;
- les effets négatifs d'une concurrence commerciale redoutable entre des acteurs dotés d'armes inégales (monnaie, fiscalité, rémunération du travail) ;
- les errements et les prises de risque excessives dans le cadre d'un capitalisme dominé par le pouvoir de plus en plus autonome de la finance aux mains d'acteurs financiers internationaux en quête d'un profit maximum, au point d'exiger des taux de profit quasiment impossibles à atteindre et même de préférer la pure spéculation au retour de bénéfices sur l'investissement productif.

De là un début de siècle marqué par l'évolution chaotique d'une économie particulièrement instable dans un monde très hétérogène.

► Le dégonflement de la bulle informatique et ses conséquences

La première alerte prend la forme désormais classique de l'éclatement d'une bulle spéculative, d'autant plus inquiétante qu'elle touche le secteur de l'informatique, cœur de la nouvelle économie.

Toujours en quête de rendements élevés, les investisseurs avaient apporté en masse des capitaux aux entreprises naissantes qui se créaient dans l'informatique avec des promesses de croissance rapide et profitable. Or, dans ce secteur nouveau et peu stable, beaucoup d'entreprises n'ont connu qu'une vie trop brève pour dégager du profit.

La rupture se situe dès le mois de mars 2000, lorsque commence à chuter la valeur boursière des entreprises pionnières de la communication et de l'information dont la capitalisation atteint alors des niveaux hors de proportion avec leur activité et leur chiffre d'affaires réel. Le Nasdaq (*National Association of Securities Dealers Automated Quotations*) créé en 1971, spécialisé dans la cotation des valeurs de la nouvelle économie, enregistre le krach : son indice de

référence, qui avait bondi de 2192 points à la fin de 1998 à 5130 points en mars 2000, s'effondre pour stagner aux alentours de 2000 points en 2001. C'est le signal de l'éclatement d'une nouvelle « bulle boursière ». La chute des cours est bientôt relayée et amplifiée par la révélation d'erreurs et de malversations qui font scandale dans la gestion de grandes firmes représentatives du capitalisme moderne (Enron, Vivendi, Universal, Parmalat, Worldcom, Xerox...), acculées au dépôt de bilan et entraînant dans leur chute de grands cabinets d'audit aussi réputés que celui d'Arthur Andersen, coupable de laxisme dans le contrôle des comptes d'Enron, grande société engagée dans le courtage de produits énergétiques. Un doute s'installe quant aux vertus du néo-capitalisme dominé par un actionnariat de plus en plus fortement constitué par des fonds de pension qui, en exigeant des taux excessifs de retour sur investissement, a poussé les gestionnaires d'entreprises à adopter des stratégies aventureuses et à manipuler les bilans pour maintenir la confiance des investisseurs.

En parallèle, les crises financières récurrentes qui frappent les pays émergents, ceux d'Asie et la Russie en 1997-1998, la Turquie en 2000, l'Argentine en 2001, entretiennent l'inquiétude et minent en profondeur la vie économique de régions entières de la planète. C'est donc dans ce climat de crise de régulation du nouveau capitalisme mondial dominé par la finance que s'affaissent les cours boursiers, victimes de la défiance des détenteurs de capitaux qui réduisent fortement leur effort d'investissement (en 2002 par exemple, les flux d'IDE reculent de 60 % par rapport au niveau record de 1500 milliards de dollars atteint en l'an 2000). Entre mars 2000 et mars 2003, l'indice Dow Jones (New York) recule de 40 %, le CAC 40 de la Bourse de Paris perd 65 %, l'indice DAX de Francfort 72 % et le Nasdaq 80 % : c'est pratiquement la moitié de la capitalisation boursière mondiale qui disparaît en trois ans, phénomène d'une gravité comparable à celle du krach de 1929, de sinistre mémoire. La disette financière atteint les banques d'affaires (24 faillites de grandes banques aux États-Unis entre 2000 et 2003), privant les différents secteurs productifs des moyens financiers nécessaires à la croissance, voire au simple maintien de leur activité.

Dès la fin de l'an 2000, l'économie toujours dominante des États-Unis accuse un ralentissement de sa production industrielle et connaît une inhabituelle stagnation de son volume d'emplois. La crise est suffisamment sévère pour affecter les fonds de pension, contraignant des retraités à retrouver un emploi. La diffusion internationale de la crise s'opère d'autant plus rapidement que les relations financières sont devenues plus étroites entre les grandes régions économiques de la planète, la mondialisation entraînant le synchronisme du marasme économique. Dans l'Union européenne (UE),

l'euro (mis en circulation le 1^{er} janvier 2002) est aussitôt soumis à des chocs contradictoires, d'abord déprécié de 30 % face au dollar, ce qui favorise les exportations européennes, puis mécaniquement « surévalué » en 2003-2004 par une baisse de la devise américaine, au détriment des ventes européennes, d'autant que la Banque centrale européenne (BCE) gère l'euro avec rigueur dans le but d'assurer prioritairement la stabilité des prix qui protège l'épargne des Européens contre les méfaits de la dévaluation. En Asie, le Japon, troisième grand pôle de l'économie mondiale, subit alors sa quatrième récession depuis 1990 dans un climat de déflation qui paralyse son économie.

Enfin, une série d'événements néfastes viennent alimenter l'inquiétude des agents économiques, parmi lesquels s'imposent les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center de New York, symbole du capitalisme mondialisé, dont l'impact direct sur l'économie est relativement limité mais qui installe une peur durable du terrorisme international, elle-même à l'origine de mesures de sécurité peu compatibles avec la liberté et la fluidité d'une vie économique libérale. Les péripéties de l'intervention américaine en Afghanistan puis en Irak, dans le cadre d'un vaste projet de réaménagement politique et économique du Moyen-Orient, jettent une ombre supplémentaire sur l'environnement et les perspectives de la conjoncture mondiale d'ores et déjà confrontée à une forte remontée des prix du pétrole, toujours au cœur du système énergétique.

La récession gagne l'ensemble des activités économiques, produisant un net ralentissement de la croissance de la production et des échanges internationaux, décélération qui s'accompagne de faillites d'entreprises financièrement fragiles et de la mise au chômage concomitante de nombreux salariés. Les États-Unis, qui avaient connu une croissance exceptionnelle durant la dernière décennie du xx^e siècle, voient ainsi l'évolution de leur PIB chuter de près de 5 % en 2000 à 0,8 % en 2001 (et 1,9 % en 2002), tandis que se confirme la stagnation japonaise (+0,4 % en 2001 et -0,3 % en 2002), l'UE occupant une position intermédiaire (+1,7 % en 2001 mais seulement 1,1 % en 2002 et 0,8 % en 2003).

Le commerce international, qui avait connu une augmentation annuelle moyenne de plus de 6 % entre 1990 et 1997, subit un arrêt brutal de son dynamisme dès 1998 (+2,5 %), du fait de la crise asiatique, puis se contracte en 2000 et stagne jusqu'en 2001, situation qui pèse sur le lancement du cycle de négociations tarifaires qui s'ouvre à Doha au Qatar en novembre 2001.

Si néanmoins la récession apparaît comme relativement moins grave que ne le laissait craindre la crise boursière et le souvenir des dépressions du xx^e siècle, c'est d'abord parce que l'administration américaine pratique au

lendemain des attentats du 11 septembre 2001 une politique d'expansion monétaire (baisse d'impôts, abaissement radical des taux d'intérêt, maintien des dépenses publiques) qui permet de retrouver dès 2003 un taux de croissance du PIB de 3 %.

► 2004, une belle année trompeuse

La reprise de la croissance s'amorce donc à des dates échelonnées sur deux ans, entre 2001 et 2003, pour se généraliser de manière inégale en 2004. Les États-Unis renouent les premiers avec la prospérité grâce à l'énergique politique de soutien à la consommation des ménages menée par l'administration (pourtant libérale) de George W. Bush dès les débuts de la récession, et amplifiée au lendemain du 11 septembre 2001. La demande intérieure absorbe près de 90 % de la production nationale et exige de surcroît des importations qui, compte tenu du poids des États-Unis dans le commerce mondial, entraînent le dynamisme de nombreux pays fournisseurs. Plus surprenante est la réapparition de la croissance japonaise après une décennie de marasme économique, mais cette embellie ne peut être dissociée de l'impressionnante expansion chinoise qui entraîne toute la région (et bien au-delà) par le volume croissant de ses échanges commerciaux, phénomène qui n'exclut pas un dynamisme des entreprises nippones en voie de stabilisation financière et de modernisation technique. Quant à l'UE, et particulièrement la zone euro, elle doit attendre 2003 pour retrouver un chemin de croissance nettement plus modeste que les deux autres pôles de la Triade. Certains analystes imputent ces performances médiocres à la frilosité de la politique monétaire de la BCE et aux contraintes que font peser les critères de Maastricht sur les budgets nationaux (déficit inférieur à 3 % du PIB), constatant par exemple que le Royaume-Uni, toujours en dehors de la zone euro, enregistre de meilleurs résultats économiques. L'Europe subit un chômage de masse durable (notamment en France et en Allemagne) et une réduction de son poids dans l'économie mondiale.

Néanmoins, stimulé par cette reprise des principales zones industrialisées du globe et constamment soutenu par les pays émergents qui ont largement échappé à la récession, le commerce mondial connaît un net redressement à partir de 2003 et affiche une expansion plus forte que celle de la production. Ainsi, l'année 2004 peut à bon droit être considérée comme une année particulièrement favorable pour l'économie mondiale, avec une augmentation globale de la production supérieure à 4 %, taux global que le monde n'avait pas connu depuis 20 ans. La belle année 2004 fait renaître les espoirs de croissance durable et stable que l'on attendait des vertus de

la « nouvelle économie » fondée sur la gestion libérale des activités de haute technologie. Cette croyance partagée par la plupart des acteurs de l'économie entretient un climat d'euphorie qui fait vite oublier les règles de prudence dont la récente récession a pourtant rappelé la nécessité. Néanmoins, un contrôle plus étroit s'exerce désormais sur la gestion du capitalisme financier, à l'exemple de la loi américaine Sarbanes-Oxley du 30 juillet 2002 qui transforme les entreprises américaines en sujets de droit fédéral soumises à un contrôle plus strict des autorités fédérales. Un renforcement des règles de prudence en matière de finance internationale confirme une volonté de discipliner le crédit.

Au cœur de la nouvelle révolution industrielle, les entreprises les plus dynamiques de l'information et de la communication sortent de la crise restructurées par le jeu des fusions et acquisitions qui se sont nourries des faillites provoquées par l'écroulement de la « bulle high-tech » à l'origine de la récession ; le secteur est en voie de maturation alors même que son dynamisme reste grand, comme l'attestent les progrès incessants des matériels et des logiciels ainsi que l'accroissement des connexions à Internet (doublement entre 2000 et 2003), le boom de la téléphonie mobile en pleine expansion ou encore les promesses de la télévision numérique terrestre (TNT). Mais au début de l'année 2005, l'indice Nasdaq stagne aux alentours de 2 000 points, bien loin de ses niveaux de l'an 2000, signe d'une frilosité durable des investisseurs.

Cependant, l'administration américaine maintient des taux d'intérêt faibles pour soutenir l'activité économique, en particulier celle de l'investissement immobilier, sans paraître se soucier outre mesure des énormes déficits jumeaux du budget (plus de 5 % du produit national brut — PNB) et des échanges commerciaux (618 milliards de dollars en 2004) qui ont accompagné le retour rapide de la croissance et sont encore aggravés par le poids financier de l'intervention militaire en Irak.

En réalité, les bonnes performances économiques de l'année 2004 ont seulement permis de retrouver, et même pas toujours, les niveaux atteints avant la crise, dans le cadre d'un capitalisme mondialisé dont l'insuffisante régulation laisse se succéder les cycles d'une économie de plus en plus souvent gérée à court terme.

La faillite financière de 2008

► Genèse d'un séisme financier

À l'évidence, aucune crise économique n'aura été autant médiatisée et dramatisée par des commentateurs que hante le spectre de 1929, que celle qui frappe l'économie mondiale à partir de l'été 2008. L'origine du scénario se situe aux États-Unis, où des promoteurs immobiliers soucieux de donner du travail à leurs entreprises trouvent sans peine des ménages désireux d'acquérir à crédit une habitation, modeste pour beaucoup, mais parfois plus luxueuses, d'autant que les taux d'intérêt ont été abaissés pour soutenir la relance économique. Pour permettre la conclusion du marché, quelques banques acceptent d'octroyer des crédits sur 30 ans à taux variable dans le temps à ces emprunteurs dont les ressources ne garantissent le remboursement de leurs emprunts que si la croissance économique espérée vient les enrichir. Dès le départ, il est à craindre que beaucoup de débiteurs ne puissent honorer que les premières échéances. Ces crédits ne représentent pas plus de 10 % du volume d'affaires de ces banques laxistes qui assurent néanmoins leurs prêts en posant des hypothèques sur les maisons à construire : les *subprimes* sont ces crédits hypothécaires à taux variable et à risques, qui dans l'immédiat satisfont le vendeur, l'acheteur et le banquier. Leur distribution généreuse favorise une hausse des prix de l'immobilier qui ont presque doublé aux États-Unis entre 2000 et 2006, alimentant une nouvelle bulle spéculative.

Pratique aggravante, intervient alors la titrisation, opération très pratiquée depuis plus d'un quart de siècle, qui consiste pour les banques créditrices à noyer ces créances douteuses au milieu de valeurs plus solides dans des montages de titres financiers négociables qu'elles émettent, qui sont suffisamment composites et opaques pour tromper la vigilance des grandes agences de notation, d'ailleurs mal armées pour apprécier la valeur de ces nouveaux instruments financiers et dont l'attention se relâche peut-être aussi sous l'effet de l'euphorie ambiante... Le ver est dans le fruit, mais avantageusement cotés, ces « produits toxiques » truffés de *subprimes* trouvent facilement preneurs auprès de toutes sortes d'agents qui interviennent sur les marchés financiers, des banques ou des fonds de gestion de portefeuilles financiers (*hedge funds*, littéralement « fonds de couverture ») qui ont sextuplé le volume de leurs placements entre 2000 et 2007, cherchant à faire fructifier le mieux possible l'argent des épargnants en vue, par exemple, de leur assurer une bonne retraite (fonds de pension).

Le gonflement des marchés financiers dans le cadre de la mondialisation aboutit à négocier des blocs de titres qui peuvent représenter plusieurs millions de dollars par transaction et qui se diffusent sur tous les continents devenus interdépendants les uns des autres. Les paradis fiscaux disséminés à travers le monde sont particulièrement accueillants pour ces titres supposés rapporter des profits importants, ce qui incite les *hedge funds* à réaliser la majorité de leurs opérations dans des centres *off-shore*.

Le drame se noue à partir de la fin de l'année 2005 qui enregistre une détérioration de la conjoncture économique, avec une baisse relative des prix de l'immobilier, alors que s'éloignent les espoirs d'enrichissement permanent. En 2006, les débiteurs américains ne sont plus en mesure d'honorer les échéances de leurs emprunts immobiliers, gonflées par une remontée des taux d'intérêt, alors que la construction des maisons n'est même pas toujours achevée. Cette carence met en grande difficulté les banques qui, le plus souvent à leur insu, ont engrangé trop de *subprimes* dans leur bilan. C'est donc une crise, somme toute relativement limitée, du crédit aux États-Unis qui va générer une crise financière mondiale.

► Le krach financier de 2008

La première alerte sérieuse survient le 13 septembre 2007 lorsque la banque anglaise Northern Rock sollicite l'aide de la Banque d'Angleterre parce que son agence de Jersey (île paradis fiscal) a placé trop de fonds en *subprimes* évidemment impossibles à récupérer rapidement. Le doute gagne les opérateurs financiers et s'accroît lorsque le gouvernement britannique se résout en février 2008 à nationaliser la Northern Rock qui ne parvient pas à redresser ses comptes.

Les nuages s'amoncellent aux États-Unis lorsqu'en juillet 2008 le gouvernement fédéral américain doit assurer le sauvetage des deux grandes sociétés spécialisées dans la gestion de crédits hypothécaires, Fanny Mae et Freddie Mac. Mais l'histoire retiendra que la crise financière a éclaté au grand jour le 15 septembre 2008 lorsque Lehman Brothers, grande banque multinationale basée à New York, avec des sièges régionaux à Londres et à Tokyo, fait faillite faute de trouver des repreneurs, et est abandonnée à son triste sort par les autorités de Washington. Les télévisions du monde entier ont diffusé les images des employés de la banque déménageant à la hâte leurs cartons d'archives au pied du prestigieux building de la firme à New York. Le prix de l'action de Lehman Brothers s'effondre de 85 dollars en 2007 (contre 4,53 dollars en 1994) à 3,65 dollars le 12 septembre 2008 et 13 cents au moment de l'arrêt de sa cotation le 15 septembre. Sur le terrain, on commence à expulser les